

Le niveau de corruption en Belgique a doublé en l'espace de six ans

Les pratiques corruptives et frauduleuses, un mal endémique dans le monde des entreprises? La dernière enquête menée par le cabinet d'audit EY semble le prouver. Le constat s'avère sévère pour la Belgique, où la corruption aurait doublé en l'espace de six ans.

FREDÉRIC JOUVET (ST.)

20%. C'est la proportion de cadres belges estimant que les pratiques contraires à l'éthique sont présentes à grande échelle dans le monde des affaires. Sur ce point, la Belgique et l'Europe de l'Ouest font mieux que la moyenne mondiale, établie à 38%, minée par le niveau de corruption plus élevé dans les marchés émergents. En dépit des réglementations destinées à les freiner, la corruption et la fraude demeurent un problème persistant dans le secteur entrepreneurial à l'échelle mondiale.

Les pots-de-vin, pratique justifiable?

Selon Frederik Verhasselt, responsable du département Fraude chez EY, «*quand on regarde les chiffres globaux, la Belgique se trouve au même niveau que les autres pays européens*».

En revanche, les résultats de l'EY Global Fraud Survey attestent qu'un cadre belge sur cinq a été confronté ces deux dernières années à des pratiques frauduleuses au sein de son entreprise. Sur les 55 pays étudiés, seuls l'Ukraine (36%) et le Kenya (26%) font moins bien que la Bel-

gique.

Un indicateur qui montre que les pratiques entrepreneuriales non éthiques ont la peau dure sur notre sol. «*Avec 20%, la Belgique se situe effectivement loin au-dessus de la moyenne. Les pays développés et de l'Europe occidentale obtiennent un score moyen de 10%, soit la moitié de celui de notre pays*», a indiqué Frederik Verhasselt.

Choquant

Le tableau n'est pas plus rassurant si l'on se penche sur les propositions d'argent liquide. 12% des cadres belges estiment qu'il est possible de justifier le recours à ces pratiques si elles permettent d'aider leur entreprise à sortir d'un éventuel marasme économique. C'est deux fois plus que dans les autres pays développés, notamment ceux d'Europe occidentale. «*C'est très étonnant, parce que le législateur belge met tout en œuvre pour éviter des paiements importants en liquide, afin de paralyser l'économie souterraine*», a commenté Frederik Verhasselt. Verser des pots-de-vin pour gagner ou garder des marchés? 13% des cadres dans le monde ne l'excluent pas. «*C'est assez choquant de voir que des cadres se disent prêts à donner de l'argent en cash pour gagner du business*».

Pouvoir montrer patte blanche et faire preuve d'intégrité demeure néanmoins important pour les entreprises belges. Les soupçons de fraude et de corruption sont à même de perturber leurs activités et

d'avoir un impact négatif sur leurs résultats économiques. Aussi, 96% des sondés en Belgique estiment-ils que les entreprises doivent être en mesure de prouver leur intégrité dans les affaires. «*Les cadres belges considèrent la fraude et la corruption comme un risque considérable pour leurs activités, au même titre que les cyberattaques, une modification de la réglementation et des évolutions macro-économiques*», a-t-il poursuivi.

À ce titre, 70% des cadres belges considèrent que la prévention des fraudes au sein de l'entreprise est garantie par des sanctions claires pour toute infraction à la politique en matière de fraude. Mais est-ce efficace? Selon l'enquête, seuls 54% sont effectivement sanctionnés. «*Ce chiffre plus faible n'est pas illogique. Les entreprises préfèrent taire des cas de fraude, même si l'on constate un revirement à ce niveau. De plus en plus d'entreprises sont persuadées que faire un exemple clair peut doper la prévention des fraudes*» Au-delà des chiffres, il est nécessaire de s'interroger sur l'efficacité des dispositifs mis en place pour lutter contre la corruption et la fraude. «*Il y a une tendance globale vers beaucoup plus de lois (...) mais elles n'ont pas d'impact sur l'amplitude de la corruption*».

«Les lois n'ont pas d'impact sur l'amplitude de la corruption.»

FREDERIK VERHASSELT

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT
FRAUDE CHEZ EY